

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Edition Chronologique n°18 du 19 avril 2012

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

Texte n°5

DÉLÉGATION DE GESTION

pour la réalisation de prestations financières par le service parisien de soutien de l'administration centrale à Paris au profit de la direction des ressources humaines du ministère de la défense.

Du 1er janvier 2012

SERVICE PARISIEN DE SOUTIEN DE L'ADMINISTRATION CENTRALE : *sous-direction de la gestion budgétaire et financière ; bureau de la coordination budgétaire.*

DÉLÉGATION DE GESTION pour la réalisation de prestations financières par le service parisien de soutien de l'administration centrale à Paris au profit de la direction des ressources humaines du ministère de la défense.

Du 1^{er} janvier 2012

NOR D E F E 1 2 5 0 3 4 5 X

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 110.1

Référence de publication : BOC N°18 du 19 avril 2012, texte 5.

Entre

Le directeur des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD), représenté par M. **Roudière** Jacques, contrôleur général des armées, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

et

Le chef du service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC), représenté par l'ingénieur général de 1^{re} classe de l'armement **Prats** Olivier, désigné sous le terme de « déléataire », d'autre part,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 (A) relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2009-1179 du 5 octobre 2009 modifié, fixant les attributions et l'organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de la défense, notamment ses articles 31. et 32. concernant le SPAC ;

Vu l'arrêté du 16 février 2011 portant organisation de la direction des ressources humaines du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 6 avril 2009 modifié, portant organisation du service parisien de soutien de l'administration centrale ;

Vu l'arrêté du 6 avril 2009 modifié, portant organisation en bureaux des sous-directions du service parisien de soutien de l'administration centrale,

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Objet de la délégation.

Par le présent document, établi en application des articles 2. et 4. du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 (A) relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État, le délégant confie au déléataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées :

- l'exécution des dépenses et des recettes mentionnées au Titre III. du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique.

Le délégataire peut subdéléguer à des personnes placées sous son autorité, tout ou partie des prérogatives qui lui sont attribuées par la présente convention, afin de permettre l'exécution des recettes et des dépenses dans l'outil comptable CHORUS. Il communiquera les décisions de subdélégation au contrôle budgétaire et comptable du ministère (CBCM) et au comptable assignataire des dépenses.

Article 2.

Prestations confiées au délégataire.

Pour assurer le soutien mentionné à l'article premier., le délégataire assure les fonctions d'ordonnateur des dépenses et des recettes relatives aux dossiers de la direction des ressources humaines du ministère de la défense imputés respectivement sur le programme 212 et le programme 169 des budgets opérationnels suivants :

- budget opérationnel de programme (BOP) 2127BC [agence de reconversion de la défense (ARD)] pour les dépenses et les recettes exécutées au niveau central ;
- BOP 21272C [accompagnement de la politique des ressources humaines (APRH)] pour les dépenses et recettes d'administration centrale et, dans le domaine de l'action sociale, certaines dépenses exceptionnelles exécutées au bénéfice d'agents en poste en services déconcentrés ;
- BOP 16972C (réparation).

Des unités opérationnelles suivantes :

- 0212-007B-AR01 (ARD), 0212-007B-AR02 et 0212-007B-AR03 ;
- 0212-0072-AP01 (action sociale) ;
- 0212-0072-AP02 (mission d'accompagnement des réorganisations) ;
- 0212-0072-AP03 (sous-direction des pensions) ;
- 0212-0072-AP04 (formation) ;
- 0169-0072-RE01 (action sociale) ;
- 0169-0072-RE02 (sous-direction des pensions).

Le délégataire agit en qualité de centre de service partagé du ministère de la défense concomitamment aux attributions qui lui sont conférées par les arrêtés du 6 avril 2009 modifiés susvisés.

Article 3.

Obligations du délégataire.

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Au terme de la délégation, ou lorsque le délégant en fait la demande, le délégataire rend compte de sa gestion dans des formes et conditions définies conventionnellement par contrat de service.

Article 4.

Obligations du délégant.

Le délégant adresse copie de la présente délégation :

- au contrôleur budgétaire et comptable ;
- au comptable assignataire du délégant ;
- au secrétaire général pour l'administration du ministère de la défense et des anciens combattants ;
- à la direction des affaires financières du ministère de la défense et des anciens combattants ;
- à la sous-direction du pilotage des programmes du secrétariat général pour l'administration (SGA).

Le délégant fournit en temps utile tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa délégation.

Article 5.

Exécution financière de la délégation.

L'appréciation de la soutenabilité budgétaire ainsi que le contrôle budgétaire correspondant sont assurés par le contrôleur budgétaire et comptable du délégant.

Des réunions périodiques sont organisées entre le délégataire et le délégant permettant le suivi d'exécution de la présente délégation. En cas d'insuffisance des crédits, le délégataire informe sans délai le délégant. À défaut d'ajustement de la dotation, le délégataire suspend l'exécution des opérations en cours concernées. Les intérêts moratoires et tout autre frais éventuels résultant sont à la charge du délégant.

Article 6.

Modification du document.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant dont un exemplaire est transmis à chacun des destinataires de la délégation mentionnés à l'article 4.

Article 7.

Durée, reconduction et résiliation du document.

La présente délégation de gestion, publiée au *Bulletin officiel des armées*, prend effet à la date de signature des parties concernées et au plus tôt au 1^{er} janvier 2012, pour la durée de la gestion. Elle est renouvelable chaque année par reconduction expresse.

Cette délégation peut prendre fin de manière anticipée sur l'initiative d'une des parties sous réserve d'une notification écrite de la décision de résiliation, de l'observation d'un préavis de trois mois, et enfin de l'information de chacun des destinataires de la délégation mentionnés à l'article 4.

Pour le ministre de la défense et des anciens combattants et par délégation :

Le délégrant :

*Le contrôleur général des armées,
directeur des ressources humaines du ministère de la défense,*

Jacques ROUDIERE.

Le délégataire :

*L'ingénieur général de 1^{re} classe de l'armement,
chef du service parisien de soutien de l'administration centrale,*

Olivier PRATS.